

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**



CINQUIÈME COMMISSION
13e séance
tenue le
vendredi 21 octobre 1988
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13e SEANCE

Président : M. OKEYO (Kenya)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 122 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/43/SR.13
25 octobre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINT 122 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (A/43/30 et A/C.5/43/12)

1. M. AKWEI (Président de la Commission de la fonction publique internationale), présentant le quatorzième rapport annuel de la CFPI, dit qu'en application de la partie VIII de la résolution 42/221 de l'Assemblée générale, la Commission a réexaminé son propre fonctionnement en s'attachant d'abord aux méthodes d'établissement de ses rapports. Tenant compte des observations constructives formulées par différents membres de la Cinquième Commission, la CFPI a décidé de raccourcir son rapport annuel et d'en modifier la présentation. Ce document se compose désormais de deux parties distinctes, la première contenant les informations de base nécessaires aux délibérations de la Cinquième Commission (bref aperçu des diverses questions, recommandations ou décisions et leurs incidences financières) et la seconde donnant les vues des organisations et des représentants du personnel ainsi que d'autres détails, notamment des exemples des effets des décisions et recommandations. La Commission a aussi décidé d'apporter plusieurs autres améliorations à ses méthodes de travail afin de renforcer le processus de consultation avec les administrations et les représentants du personnel. Etant donné les tâches importantes et urgentes qui lui ont été confiées par l'Assemblée, la Commission a décidé d'examiner tous les autres aspects de son fonctionnement à une session future.
2. Abordant la question des relations entre la CFPI et les organes représentant le personnel, M. Akwei appelle l'attention de la Cinquième Commission sur le fait que tant la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FAFI) que le Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies (CCSA) ont décidé de ne plus participer à aucun des travaux de la CFPI jusqu'à nouvel ordre et n'ont donc participé ni à la treizième session du Comité consultatif pour les questions d'ajustement (CCPQA) ni à la vingt-huitième session de la CFPI (par. 11 et 12 et 104 et 106 du rapport de la Commission). Cette décision a été motivée par des allégations que la CFPI juge dénuées de fondement. La participation des organes représentant le personnel aux délibérations de la CFPI n'est pas une obligation statutaire mais elle est extrêmement importante pour le fonctionnement du mécanisme de consultation prévu dans le statut de la Commission, laquelle espère donc que la FAFI et le CCSA reviendront bientôt sur leur décision. Ces organes ont exprimé le vœu qu'un mécanisme de négociation soit mis en place mais cette notion n'entre pas dans les attributions de la Commission. Cette dernière a donc décidé de s'acquitter de ses responsabilités en faisant tout son possible pour rétablir des relations normales avec les représentants du personnel.
3. S'agissant de la question de la marge entre les rémunérations nettes, M. Akwei rappelle que, dans le seul but de réduire les effets des fluctuations monétaires sur la rémunération effectivement perçue, la CFPI avait décidé, à sa session de juillet 1987, d'adopter une méthode révisée de calcul du facteur de progression des dépenses non locales. Or, cette décision a eu des effets imprévus et indésirables sur les indices d'ajustement pour New York et Washington et, par là même, sur

(M. Akwei)

l'écart entre le coût de la vie dans ces deux villes, et donc le calcul de la marge. Selon cette méthode révisée, le passage de New York à la classe d'ajustement supérieure interviendrait au 1er février 1988. Or, dans sa résolution 42/221, l'Assemblée générale avait prié la Commission de maintenir en vigueur la méthode de calcul de la marge exposée dans le rapport annuel de 1985, qui comportait une autre méthode de calcul du facteur de progression des dépenses non locales aboutissant au passage de New York à la classe d'ajustement supérieure en juin 1988. La Commission a donc décidé de se conformer à la décision de l'Assemblée générale, ce qui serait à l'origine de la décision des représentants du personnel de cesser jusqu'à nouvel ordre de participer aux travaux de la Commission.

4. En outre, en 1986, puis en 1987, l'Assemblée générale a demandé à la Commission de maintenir la marge à un niveau proche du point médian souhaitable de 15 % pendant une certaine période. Nombre de délégations craignaient à l'époque que la marge soit maintenue aux alentours de la limite supérieure de la fourchette, soit 20 %, ce que M. Akwei s'était engagé à éviter. A cette fin, la Commission a décidé de fonder l'indice d'ajustement applicable à New York, ville de base du système, sur l'évolution de quatre facteurs, à savoir l'ampleur et la date d'entrée en vigueur des majorations des traitements de l'Administration fédérale des Etats-Unis, l'inflation à New York et son incidence sur l'indice d'ajustement pour cette ville, les impôts fédéraux sur le revenu et l'écart entre le coût de la vie à New York et à Washington (par. 21 à 24 du rapport).

5. Etant donné que la marge se situe actuellement à 12,9 % et que les traitements de la fonction publique fédérale des Etats-Unis devraient augmenter de 4,1 % au 1er janvier 1989, New York devrait passer à la classe d'ajustement supérieure en janvier 1989. Tout semble indiquer en outre qu'une nouvelle augmentation serait accordée aux agents du Senior Executive Service des Etats-Unis au printemps 1989, ce qui pourrait conduire à un autre changement de classe d'ajustement pour New York en 1989 si l'on veut maintenir la marge aux alentours du point médian souhaitable de 15 %. En tout état de cause, la CFPI tiendra l'Assemblée générale informée de tout fait nouveau survenant à cet égard, comme elle continuera de suivre l'évolution de la marge entre les rémunérations nettes.

6. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/221, la Commission a entrepris l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Etant donné l'urgence, la complexité et les incidences de cette tâche, la Commission a décidé de s'y consacrer quasi exclusivement en 1989. Pour le moment, la Commission a recensé quatre domaines qui devraient être examinés en priorité, à savoir la définition et l'identification de l'employeur (ou des employeurs) de référence, le régime de rémunération, y compris le système des ajustements, la motivation et la productivité et, enfin, les incitations à la mobilité et à l'acceptation de postes dans des lieux où les conditions sont difficiles (par. 44 à 70 du rapport). Pour chacun de ces domaines, la Commission a défini les objectifs visés et les différentes options qui pourraient permettre de les atteindre. Compte tenu des incidences de ces différentes options sur le système dans son ensemble et du temps et des ressources nécessaires pour les étudier plus avant, la CFPI espère que l'Assemblée lui donnera des directives et indications quant à la marche à suivre pour la seconde phase de cette étude.

/...

(M. Akwei)

7. Abordant la question de l'indemnité pour frais d'études, M. Akwei rappelle que le montant de cette indemnité n'a pas été révisé depuis janvier 1984. A sa session de juillet 1987, la Commission estimait déjà justifié de modifier le montant de cette indemnité mais avait décidé d'en reporter l'examen à 1988. Depuis 1984, l'augmentation des frais de scolarité dans les sept villes sièges se situe entre 21 et 121 % tandis que le taux d'inflation pour la même période va de 18 à 64 %. La CFPI a donc décidé de recommander que le montant maximum de l'indemnité pour frais d'études soit augmenté de 50 % et que, dans les limites de ce montant maximum, le plafond des frais de pension remboursables soit augmenté de 33 %. La CFPI a en outre recommandé que la disposition relative au seuil d'application soit supprimée et que le montant de l'indemnité soit établi en monnaie locale pour les pays où le facteur de correction de la rémunération est applicable.
8. S'agissant des indemnités pour charges de famille, le dernier examen approfondi de la question remonte à 1982. Depuis, la moyenne pondérée des déductions fiscales et prestations sociales pour enfants à charge dans les sept villes sièges a augmenté de 50 % environ en monnaie locale. La CFPI a donc recommandé qu'en ce qui concerne les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, l'indemnité pour enfants à charge soit portée de 700 à 1 050 dollars et l'indemnité pour personnes indirectement à charge de 300 à 450 dollars, à compter du 1er janvier 1989 dans les deux cas. Pour les pays où le facteur de correction de la rémunération est applicable, la Commission recommande une augmentation de 50 % en monnaie locale à compter du 1er avril 1988. Là encore, la Commission recommande de supprimer les dispositions relatives aux seuils d'ajustement. La Commission a en revanche décidé qu'aucune modification ne s'imposait en ce qui concerne un certain nombre d'autres aspects des indemnités pour personnes à charge pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les agents des services généraux et autres catégories de personnel recruté au plan local.
9. M. Akwei engage la Cinquième Commission à se pencher d'urgence sur la question de ces deux indemnités, d'abord parce qu'il est grand temps que ces augmentations soient accordées aux fonctionnaires et ensuite parce qu'en raison des réductions importantes de postes et des diminutions récentes de la rémunération et des pensions, les chefs de secrétariat éprouvent des difficultés à recruter et conserver du personnel compétent.
10. Dans la rémunération totale des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, l'indemnité de poste reste l'élément variable le plus important et le plus sensible aux fluctuations des taux de change et à l'inflation. Tant la CFPI que le Comité consultatif pour les questions d'ajustement (CCPQA) examinent donc le système des ajustements en vue de le simplifier et de l'améliorer, d'une part, et d'identifier d'autres systèmes par lesquels on pourrait le remplacer, de l'autre. Un certain nombre de mesures de simplification ont déjà été adoptées, touchant les méthodes d'enquête sur le coût de la vie, par exemple, et d'autres mesures sont actuellement envisagées. Un certain nombre de solutions ont été trouvées aux problèmes créés par les fluctuations des taux de change et l'on s'efforce, dans le cadre de l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs, de trouver des solutions permanentes à d'autres problèmes que le système des ajustements connaît depuis longtemps.

(M. Akwei)

11. La CFPI a noté que le système actuel des ajustements se traduit par des problèmes dans les lieux d'affectation à monnaie non convertible, principalement en raison de la dévaluation constante de la monnaie locale vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, mais aussi en raison de la non-disponibilité de certains biens. Le CCPQA a procédé à une analyse approfondie de ces problèmes au cours des deux dernières années et la CFPI a déjà approuvé un certain nombre d'améliorations et elle en étudie d'autres, comme la suppression éventuelle du facteur logement dans le calcul de l'indemnité de poste. Etant donné que les lieux d'affectation où ces problèmes se posent sont aussi ceux où les organisations ont le plus de mal à recruter et conserver le personnel ayant les qualifications requises, les efforts que la CFPI et le CCPQA déploient pour trouver des solutions durables et équitables à ces problèmes ne peuvent qu'avoir d'heureuses répercussions à cet égard.

12. A propos de la question des compléments de traitement et des retenues opérées sur les émoluments des fonctionnaires, M. Akwei dit que la CFPI a déploré l'insuffisance des réponses données par les Etats Membres à ce sujet et décidé, entre autres, d'inclure cette question dans l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, en réitérant qu'à son avis, ces pratiques sont illégales, contraires au Statut du personnel, inutiles et inopportunes et doivent cesser car elles nuisent au moral du personnel.

13. Passant aux conditions d'emploi dans les lieux d'affectation hors siège, M. Akwei rappelle que le questionnaire utilisé pour déterminer certains avantages liés aux lieux d'affectation où les conditions sont difficiles ou très difficiles a été considérablement révisé, de même que le système de notation correspondant. La CFPI a aussi décidé d'apporter un certain nombre d'améliorations touchant le remboursement du coût des examens médicaux pour les personnes à charge remplissant les conditions requises et, conformément à la résolution 42/221 de l'Assemblée générale, examiné les critères utilisés pour déterminer si les établissements d'enseignement d'un lieu d'affectation hors siège étaient adéquats (par. 87 du rapport).

14. Comme le lui a demandé l'Assemblée générale, la Commission a poursuivi son examen continu de la situation des femmes dans les organisations appliquant le régime commun. La plupart des organisations avaient pris l'engagement de principe d'améliorer la situation des femmes mais n'ont guère fait état de progrès dans l'application des recommandations de la CFPI à cet égard. Les organisations qui ont obtenu les meilleurs résultats, dont l'ONU, sont celles qui ont fixé des objectifs et contrôlé leur réalisation. La CFPI s'est dite déçue du peu de progrès en ce domaine et a formulé un certain nombre de recommandations pertinentes à l'intention des organisations (par. 91 du rapport).

15. Abordant enfin la question de l'application des recommandations et décisions de la CFPI par les organisations, M. Akwei précise que la Commission a accordé une attention particulière aux questions suivantes : irrégularités dans l'application des barèmes des traitements des agents des services généraux recommandés pour plusieurs villes sièges, persistance de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à ne pas appliquer les décisions de la Commission relatives

/...

(M. Akwei)

au classement aux fins des ajustements, échelons d'ancienneté et jumelage de classes. S'agissant de la situation à l'OMPI, M. Akwei rappelle qu'en adhérant au régime commun en 1975, cette organisation a par là même accepté le statut de la CFPI et devait donc supprimer la disposition 3.1 bis de son statut du personnel, laquelle est contraire aux décisions de la Commission relatives au classement de Genève aux fins des ajustements et se traduit par un excédent de traitement injustifié pour le personnel de l'OMPI. La CFPI et son président sont depuis 1986 en contact avec l'Administration de l'OMPI à ce sujet et il semble que les organes directeurs de cette dernière aient enfin décidé de remplacer la disposition 3.1 bis par une mesure transitoire, qui continuera cependant de protéger le traitement excessif du personnel actuel jusqu'à ce que des mesures permanentes soient adoptées pour l'ensemble du régime commun en ce qui concerne les fluctuations des taux de change. Bien qu'elle ne soit pas tout à fait conforme à la décision de la CFPI relative à l'élimination rapide des mesures transitoires, cette nouvelle position de l'OMPI représente un progrès par rapport à la situation précédente, qui portait préjudice à l'ensemble du régime commun.

16. M. Akwei souligne pour conclure qu'un personnel hautement motivé, bien rémunéré et satisfait de son sort est la meilleure assurance que l'Organisation ait de pouvoir s'acquitter convenablement de ses nouvelles responsabilités dans l'instauration et le maintien de la paix, la réinstallation des réfugiés et la promotion de la santé, des droits de l'homme et du bien-être de l'humanité.

17. Le PRESIDENT informe la Cinquième Commission que la Présidente de la FAFI a demandé qu'un représentant de son organisation soit invité à prendre la parole devant la Cinquième Commission pour présenter le document A/C.5/43/12. La Commission a aussi reçu une communication de la Coordonnatrice du CCSA, qui demande aussi à prendre la parole devant la Cinquième Commission sur ce point de l'ordre du jour. S'appuyant sur la résolution 35/213 de l'Assemblée générale, et compte tenu du fait que le Comité administratif de coordination (CAC) et son organe subsidiaire, le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA), comme la CFPI elle-même, accordent un traitement égal au CCSA et à la FAFI, le Président propose à la Cinquième Commission d'inviter un représentant de la FAFI à faire une déclaration pour présenter le document soumis par son organisation (A/C.5/43/12).

18. Il en est ainsi décidé.

19. Le PRESIDENT propose à la Cinquième Commission d'inviter le CCSA à présenter, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un document écrit, dans les formes prescrites au paragraphe 2 de la résolution 35/213 de l'Assemblée générale, et qu'un représentant du CCSA soit invité à faire une déclaration pour présenter ledit document.

20. Il en est ainsi décidé.

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : REGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES (A/43/9, A/43/712 et A/C.5/43/3)

21. M. ZADOR (Président du Comité permanent de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies), présentant le rapport sur le fonctionnement de la Caisse au nom du Comité mixte (A/43/9), indique qu'il porte principalement sur l'étude des mesures qui permettraient de rétablir l'équilibre actuariel à long terme de la Caisse, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 42/222.

22. Les résultats des évaluations actuarielles sont fortement influencés par les hypothèses économiques et démographiques concernant des événements futurs. Aux fins de la comparabilité, il importe d'assurer la continuité et la stabilité de ces hypothèses. Cependant, lorsque les données réelles, pendant plusieurs années, s'écartent des résultats escomptés et qu'il n'y a aucune raison de penser que la tendance puisse se renverser, ces hypothèses doivent être modifiées.

23. Un certain nombre de changements intervenus depuis 1982 ont eu des effets sensibles sur les coûts actuariels. L'Assemblée générale a approuvé, depuis cette date, des mesures portant notamment sur une réduction des prestations futures et sur l'ajustement des pensions, ainsi qu'indiqué aux paragraphes 20 à 32 du rapport. Certaines d'entre elles, en particulier l'abaissement du taux d'accumulation des prestations et les modifications apportées au système d'ajustement des pensions, ont permis de réduire considérablement le déséquilibre actuariel. D'autres, par contre, telles celles concernant le montant de la conversion en capital d'une partie de la pension et le plafond limitant le montant des pensions, ou encore l'abaissement des niveaux des montants de la rémunération considérée aux fins de la pension, n'ont eu qu'un effet minime, voire nul, sur la situation actuarielle de la Caisse. Dans l'ensemble, il ressort du tableau 1, indiquant l'évolution du déséquilibre actuariel, que celui-ci est passé de 6,82 % au 31 décembre 1980 à 4,4 % au 31 décembre 1986, soit un rétablissement net de 2,42 %. En outre, alors que le déséquilibre actuariel aurait dû, entre 1986 et 1988, augmenter de 0,83 % du seul fait de l'accumulation des intérêts sur ce déséquilibre, l'augmentation du taux de cotisation entraînera en fait une diminution de 0,76 % de ce déséquilibre.

24. Au vu de l'évolution du régime des pensions au cours de cette période relativement courte, le Comité d'actuaires a noté combien étaient limitées les mesures permettant de couvrir les coûts accrus du régime tout en assurant des prestations justes, raisonnables et équitables. Il a également jugé souhaitable de stabiliser le niveau des prestations et d'augmenter le taux de cotisation afin de couvrir l'accroissement des coûts du régime des pensions résultant de l'évolution économique et démographique, en indiquant toutefois qu'il convenait de reporter la prise d'une décision sur ce dernier point jusqu'à la publication des résultats de la prochaine évaluation actuarielle. Le Comité d'actuaires s'est également prononcé en faveur du relèvement de l'âge de départ obligatoire à la retraite et de l'âge normal de départ à la retraite, qu'il propose de porter de 60 à 62 ans, et a estimé qu'il convenait de réexaminer les dispositions en vigueur concernant la retraite anticipée, la possibilité de limiter encore davantage les conditions excluant la participation de certains fonctionnaires des organisations affiliées à la Caisse et l'assouplissement des conditions requises pour participer à la Caisse.

(M. Zador)

25. Au sein du Comité permanent, les avis ont divergé quant à l'opportunité de modifier les dispositions relatives à l'âge de départ obligatoire à la retraite, l'âge normal de départ à la retraite et la retraite anticipée. Le Comité permanent a cependant estimé que ces questions, ainsi que les dispositions relatives aux conditions de participation, devraient être examinées de façon plus détaillée par le Comité mixte en 1989.

26. Le Comité permanent s'est également penché sur l'incidence des fluctuations monétaires sur la rémunération considérée aux fins de la pension et les pensions des agents des services généraux et des autres catégories d'agents recrutés sur le plan local et a décidé que l'étude des méthodes permettant de déterminer la rémunération considérée aux fins de la pension et les pensions des agents des services généraux devrait être poursuivie et menée à bien, si possible, d'ici à 1990.

27. Le Comité permanent a également examiné la question des placements de la Caisse et s'est félicité que l'effondrement des marchés boursiers en 1987 et l'instabilité qui s'en est suivie n'aient eu qu'un effet mineur sur la situation de la Caisse.

28. Pour ce qui est de la demande d'affiliation à la Caisse présentée par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le Comité mixte, au vu des mesures prises par cette organisation pour remplir les conditions d'affiliation définies à l'article 3 b) des statuts, recommande à l'Assemblée générale d'admettre l'OMT comme membre de la Caisse à partir du 1er janvier 1989.

29. En conclusion, M. Zador dit que, de l'avis du Comité permanent, l'année 1988 est une année de transition, d'importantes décisions devant être prises en 1989 et en 1990, après l'achèvement de diverses études d'une importance capitale, notamment, outre celles déjà mentionnées, l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur que la CFPI doit achever en 1989 et l'étude approfondie du niveau des montants figurant dans le barème de la rémunération considérée aux fins de la pension, effectuée par la CFPI en collaboration étroite avec le Comité mixte, qui doit être menée à terme en 1990. Le Comité permanent a donc conclu qu'il n'était pas opportun d'envisager de nouvelles modifications du système des pensions.

30. M. FORAN (Sous-Secrétaire général aux services généraux), présentant le rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse (A/C.5/43/3), rappelle qu'après l'effondrement des marchés boursiers en octobre 1987, il avait jugé relativement bonne la situation de la Caisse commune des pensions. Pour l'année terminée le 31 mars 1988, le rendement des placements, s'il a été modeste par rapport à celui obtenu lors des dernières années, peut néanmoins être considéré comme satisfaisant. Le taux de rendement global a en effet été de 3,1 %, ce qui représente, compte tenu de l'inflation, un taux de rendement réel négatif de 0,8 %.

31. Après avoir rappelé les grandes lignes du rapport, notamment pour ce qui est du rendement et de la diversification des placements et de l'augmentation des placements dans des pays en développement et des institutions de développement,

(M. Foran)

M. Foran appelle l'attention sur le tableau 5, qui fait suite à celui présenté pour la première fois l'année précédente pour indiquer les effets du krach boursier sur la Caisse.

32. Compte tenu de l'instabilité qui prévaut actuellement sur toutes les places financières et qui semble devoir se prolonger, on a adopté une politique de gestion extrêmement défensive, consistant à augmenter la part des obligations au détriment de celle des valeurs à revenus variables de façon à préserver le capital de la Caisse. Cette tendance se poursuivra, de sorte que la part des valeurs à revenu fixe (obligations et placements à court terme) devrait continuer d'augmenter.

33. En conclusion, l'intervenant rappelle que si les placements effectués au cours de la période 1982-1987 ont permis de doubler le capital de la Caisse, la conjoncture est aujourd'hui tout autre. Il s'agit donc de faire preuve de prudence afin de tirer le meilleur parti des profits précédemment réalisés.

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/42/5/Add.2, vol. II; A/43/5, vol. I, II et III, et Add.1 à 8; A/43/445 et A/43/674 et Corr.1)

34. M. BROWN (Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement) dit que le rapport du Comité des commissaires aux comptes fait apparaître de véritables divergences de vues sur le plan technique entre les commissaires et l'Administration du PNUD et souligne que les questions majeures qui ont conduit le Comité à émettre une opinion avec réserve sont d'ordre structurel; leur solution ne relève donc pas de la seule compétence de l'Administrateur.

35. Pour ce qui est des autres problèmes que soulèvent les procédures du PNUD, l'Administration a pris et continue de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier, dans la mesure du possible, à la situation. A sa trente-cinquième session, en 1988, le Conseil d'administration a noté avec satisfaction que l'Administrateur avait, pour ce qui relevait de sa compétence, pris les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes ayant motivé l'opinion avec réserve émise par le Comité au sujet des comptes de 1986.

36. Des membres de la Cinquième Commission ont formulé des observations concernant la présentation du rapport des commissaires. Le PNUD est préoccupé par le fait que le résumé des conclusions et recommandations, sous sa forme actuelle, risque de donner une fausse impression de la réalité. Il souhaite également que les vues de l'Administration soient rapportées de façon équitable et espère qu'à l'avenir elles seront reproduites dans leur intégralité. Le PNUD souscrit à la proposition formulée par certaines délégations tendant à ce que le rapport établisse une distinction nette entre les questions touchant la gestion et la comptabilité proprement dite. De même, il serait souhaitable, comme l'a proposé une délégation, de simplifier le rapport, à condition que cela n'entraîne pas une schématisation excessive de questions souvent délicates et complexes.

37. Les réserves exprimées par les commissaires aux comptes sur les comptes du PNUD sont principalement dues à deux raisons. La première est que les comptes vérifiés de certains agents d'exécution ne sont pas disponibles au moment où les

/...

(M. Brown)

commissaires aux comptes doivent certifier les comptes du PNUD. Comme il est indiqué dans le rapport, la coopération entre les commissaires aux comptes des agents d'exécution et ceux du PNUD ont permis de faire des progrès considérables en la matière. Pour sa part, le PNUD est disposé à tout mettre en oeuvre pour aider les commissaires aux comptes à cet égard. Le problème est que les règlements financiers de plusieurs organismes qui sont les principaux agents d'exécution du PNUD prévoient une vérification biennale, et non annuelle, de leurs comptes. Le Comité des commissaires aux comptes estime ne pas être en mesure, dans ces conditions, d'émettre une opinion sans réserve sur les comptes du PNUD, qu'il s'agisse de la première année ou de la seconde année de l'exercice; il est évident que l'Administrateur ne saurait résoudre ce problème seul, étant donné qu'il faudrait pour cela que les organes directeurs des organismes intéressés modifient leurs règlements financiers. Cette question a été examinée de manière approfondie par le Conseil d'administration en 1988, qui a demandé qu'elle soit portée à l'attention du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes à sa prochaine réunion, et a proposé que les organes directeurs des organismes intéressés envisagent la possibilité de fournir au PNUD des comptes vérifiés annuellement pour les activités financées par le PNUD. Ce dernier partage la préoccupation de la délégation des Etats-Unis quant au coût de ces rapports supplémentaires; il attend avec intérêt les résultats de l'examen de cette question par le Groupe mixte des vérificateurs externes des comptes, auquel il fera connaître les raisons pour lesquelles il souhaite conserver les procédures en vigueur.

38. Dans ce contexte, le Comité des commissaires aux comptes a proposé de se contenter d'une vérification partielle des comptes du PNUD pour ce qui concerne ses opérations avec les agents d'exécution. Ceux-ci ont répondu en demandant des éclaircissements sur la nature d'une telle vérification partielle, dont la faisabilité et l'utilité ne leur apparaissent pas certaine.

39. La deuxième raison des réserves exprimées par les commissaires aux comptes est le problème des engagements non réglés au titre du matériel. Cette question a notamment fait l'objet d'un débat approfondi à la session de juin du Conseil d'administration. Les organismes pensent qu'étant donné l'étendue des activités du PNUD et la difficulté de déterminer le moment exact de la livraison, l'application de ce critère aux dépenses d'équipement serait difficile et coûteuse. Le Conseil d'administration, pour sa part, a décidé de maintenir la pratique actuelle. En outre, même si le Conseil décidait d'adopter le critère de la livraison, il faudrait encore convaincre les agents d'exécution, qui sont responsables de 92 % des dépenses du PNUD, du bien-fondé de cette décision. En effet, rien ne les oblige à exécuter des projets du PNUD sur la base du critère de la livraison. Il est clair qu'une telle décision doit faire l'objet d'un consensus. D'ailleurs, les accords passés avec les agents d'exécution prévoient que ceux-ci utiliseront leurs propres systèmes et procédures comptables.

40. Dans l'un et l'autre cas, donc, il s'agit de problèmes qui échappent à la responsabilité du PNUD et qui doivent faire l'objet d'un traitement séparé. Il n'est pas juste que le Comité des commissaires aux comptes s'appuie sur ces motifs pour émettre des réserves sur les comptes du PNUD année après année, donnant ainsi l'impression qu'il y a eu faute ou négligence de la part de l'Administration du PNUD.

/...

(M. Brown)

41. Plusieurs délégations ont exprimé leur préoccupation à l'égard des dépassements de crédit qui ont été enregistrés. Le paragraphe 106 du rapport décrit en détail les mesures prises par le PNUD pour réduire ce type de problème. M. Brown souligne cependant que le PNUD n'a pas dépassé les ouvertures de crédit approuvées par le Conseil d'administration. Les attributions de crédit sont faites dans les limites de ces ouvertures de crédit à titre de mesure interne de contrôle financier. Par conséquent, l'Administration du PNUD comprend mal la réserve exprimée par les commissaires aux comptes selon laquelle "les opérations ont été conformes au règlement financier et aux autorisations de l'organe délibérant sauf en ce qui concerne l'utilisation de fonds budgétaires dépassant les crédits alloués". Il serait certes facile d'augmenter le montant des attributions de crédit jusqu'à concurrence du montant des crédits ouverts. Cela éliminerait la plupart des cas où les crédits attribués ont été dépassés. Les attributions de crédit sont pourtant un moyen important d'imposer une certaine discipline budgétaire; néanmoins, il est des situations où les attributions de crédit doivent être dépassées, à condition que leur total ne dépasse pas le montant des ouvertures de crédit approuvées.

42. Certaines délégations ont parlé de la distinction entre les dépenses relatives au programme, les dépenses d'appui au programme et les dépenses d'exploitation. Elles ont évoqué en particulier la question de savoir s'il fallait permettre aux organismes d'imputer au budget des projets le coût de missions effectuées par leur propre personnel. Des instructions à ce sujet ont été adressées aux représentants résidents en mars 1987. En effet, les directives en vigueur nécessitaient quelques éclaircissements, et le PNUD était préoccupé en particulier par la question de savoir si l'appui technique fourni aux projets était suffisant. Les instructions envoyées aux représentants résidents précisaient que ceux-ci devraient autoriser l'imputation du coût de missions effectuées par le personnel de l'agent d'exécution au budget du projet correspondant s'ils estimaient que la mission avait pour but de fournir un appui technique. M. Brown ajoute que le PNUD ne devrait pas faire preuve d'une rigueur excessive lorsqu'il autorise de telles dépenses, car en dernière analyse, une économie de 3 à 4 000 dollars pourrait fort bien mettre en péril un projet de 1 million de dollars.

43. Le PNUD est conscient de la préoccupation que suscite l'augmentation des dépenses d'exploitation. Il s'agit d'un facteur que l'Administration du PNUD suit de près et dont elle rend compte chaque année au Conseil d'administration. Il faut cependant souligner que le fait d'exprimer les dépenses administratives du PNUD en pourcentage de l'exécution totale des chiffres indicatifs de planification (CIP) donne une idée fautive de cette relation, car l'exécution des CIP n'est qu'un aspect des responsabilités du PNUD.

44. S'agissant de l'excédent de trésorerie, M. Brown explique que la chute du dollar des Etats-Unis a entraîné une augmentation de la valeur en dollars des avoirs du PNUD. Dans le même temps, la structure des CIP, exprimée en dollars, restait inchangée. L'Administration du PNUD n'avait pas le pouvoir d'augmenter les dépenses effectuées au titre des CIP. En juin 1988, le Conseil d'administration a décidé d'augmenter de 600 millions de dollars le montant des CIP, mais les effets de cette décision ne se feront sentir qu'à partir de 1989.

/...

(M. Brown)

45. Répondant à la question posée par la délégation canadienne en ce qui concerne les différences entre les comptes vérifiés émanant des agents d'exécution et les chiffres non vérifiés initialement communiqués au PNUD, M. Brown dit qu'après analyse, il apparaît que la seule différence par rapport aux chiffres publiés aurait été un montant de 68 000 dollars, imputé au budget d'une année au lieu d'une autre, au titre des dépenses de programme d'un agent d'exécution.

46. On a également posé la question de savoir pourquoi le Bureau des services d'appui aux projets perçoit l'intégralité des dépenses d'appui pour des projets auxquels il n'offre aucun apport fonctionnel. A cela, il convient de répondre tout d'abord que le Bureau des services d'appui aux projets ne perçoit pas le taux normal de remboursement des frais généraux, qui est de 13 % des dépenses de projet, mais seulement 11 % de ces dépenses. D'autre part, le Bureau des services d'appui aux projets doit reverser aux ressources générales du PNUD la différence entre ces 11 % et le montant des frais effectivement encourus, à l'exception d'une réserve qu'il peut reporter sur l'exercice suivant, d'un montant de 10 % des crédits ouverts pour cet exercice. C'est ainsi qu'à la fin de 1987, le Bureau des services d'appui aux projets a reversé un montant de 1,6 million de dollars aux ressources générales du PNUD.

47. M. INOMATA (Japon), se référant à la question déjà posée par sa délégation au sujet des engagements non réglés et des mesures prises pour réduire au minimum les dépassements de crédit, demande si des efforts plus rigoureux n'auraient pas permis d'éliminer les lacunes du système comptable au lieu de se contenter de les réduire. En particulier, il demande si les différentes activités qui étaient envisagées ont déjà été menées à bien, quels séminaires et cours de formation ont déjà eu lieu et combien de personnes y ont participé.

48. M. BROWN (Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement) répond qu'un premier cours de formation à l'intention des agents ordonnateurs et certificateurs a déjà été mené à bien au siège. Par ailleurs, il existe un programme de formation plus large à l'intention du personnel administratif des bureaux extérieurs. Il s'agit d'une formation complète de quatre mois, devant rassembler en moyenne 25 participants. Ceux-ci doivent ensuite suivre un stage dans un bureau extérieur avant d'être livrés à eux-mêmes. Ce programme devrait permettre de mettre en place l'infrastructure humaine requise pour résoudre les problèmes soulevés par les délégations.

49. M. KANUGI (Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population), se référant à la question des réserves exprimées par le Comité des commissaires aux comptes, qui a été évoquée par plusieurs délégations, dit qu'en ce qui concerne la certification des dépenses relatives aux programmes exécutés par les agents d'exécution, il espère que les discussions qui sont en cours permettront de résoudre ce problème, pour le PNUD comme pour le FNUAP. En ce qui concerne la question du critère de la livraison, l'Administration du FNUAP a pris note de l'opinion du CCQAB selon laquelle il ne convient pas de modifier les procédures en vigueur, mais de les appliquer plus strictement.

(M. Kanugi)

50. L'accroissement des réserves de trésorerie du FNUAP en 1987 a été le résultat de trois causes principales, à savoir l'appréciation des devises autres que le dollar des Etats-Unis par rapport à celui-ci, la planification prudente du FNUAP motivée par le caractère aléatoire de son financement en 1985 et 1986, et les efforts déployés pour améliorer des programmes qui exigent une longue préparation. Autrefois, on a rendu hommage au FNUAP pour sa prudence. Peut-être lui faudrait-il désormais faire preuve d'une audace modérée dans la planification de ses programmes.

51. Répondant à la question posée par la délégation norvégienne au nom des pays nordiques, M. Kanugi dit que le FNUAP et le PNUD ont conclu un accord écrit touchant la fourniture de services financiers, qui définit les responsabilités de chaque organisme. Des négociations sont en cours pour régler les dispositions relatives à l'administration du personnel et aux autres questions administratives, notamment en matière de voyages.

52. En ce qui concerne l'utilisation et la gestion des services de consultants, le Directeur exécutif adjoint précise que le questionnaire d'évaluation des services de consultants est un instrument de gestion à usage interne mis au point par le FNUAP pour l'aider à décider si un consultant engagé une première fois doit être de nouveau recruté à l'avenir. Compte tenu de l'opinion exprimée par le CCQAB et la délégation japonaise et de l'avis communiqué par le Bureau des affaires juridiques, le FNUAP choisira désormais de n'effectuer que des paiements partiels, le cas échéant, lorsque les services fournis laissent à désirer.

53. En ce qui concerne la distinction entre les dépenses administratives et les dépenses relatives aux programmes, le FNUAP s'efforce de mettre au point des directives à cette fin, conformément aux instructions du Conseil d'administration et aux suggestions des commissaires aux comptes. Ce n'est pas chose facile, car il existe des dépenses qui peuvent à juste titre entrer dans l'une ou l'autre catégorie. Toutefois, lorsque des directives précises auront été élaborées, le FNUAP se fera un devoir de les appliquer fidèlement.

54. Répondant à la préoccupation exprimée par les délégations norvégienne (au nom des pays nordiques) et japonaise au sujet des modifications apportées au tableau d'effectifs sans l'approbation du CCQAB ou du Conseil d'administration du PNUD, M. Kanugi dit qu'à l'avenir, toute modification substantielle ne se fera qu'avec l'accord des organes compétents.

55. M. VAN DEN HOUT (Pays-Bas), se référant au paragraphe 39 du rapport du Comité des commissaires aux comptes concernant le FNUAP (A/43/5/Add.7), dit qu'il est fait état à la deuxième phrase de mesures prises afin de recevoir dans de meilleurs délais les comptes vérifiés de certains organismes. Il aimerait savoir quelles sont ces mesures et si elles permettront au Comité des commissaires aux comptes de rapporter les réserves qu'il a exprimées sur les comptes du FNUAP.

56. Se référant aux paragraphes 42 à 47 du même rapport, il demande quels sont les éventuels problèmes posés par la présentation de rapports financiers sur les projets exécutés par les organisations non gouvernementales et les gouvernements,

/...

(M. Van Den Hout, Pays-Bas)

qui représentent 30 % environ des dépenses de programmes du FNUAP. Il demande également si l'Administration du FNUAP souscrit à la critique exprimée au paragraphe 44 du rapport.

57. Enfin, il aimerait connaître les observations de l'Administration du FNUAP au sujet de la conclusion figurant au paragraphe 87 du rapport. Il aimerait également qu'elle développe sa position exprimée au paragraphe 88, selon laquelle "en principe, n'importe quel projet peut entraîner n'importe quelle catégorie de dépenses". Il semble que cela ne permette pas, a priori, de faire une distinction entre les dépenses administratives et les dépenses relatives aux projets.

58. M. KANUGI (Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour la population), répondant à la première question posée par le représentant des Pays-Bas, dit que les mesures en question sont énoncées aux paragraphes 60 à 65 du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes du PNUD (A/43/5/Add.1). Il ajoute que l'Administration du FNUAP espère que ces mesures se traduiront par une amélioration substantielle au niveau de la présentation de comptes vérifiés par les agents d'exécution, et permettront au Comité des commissaires aux comptes de rapporter ses réserves à ce sujet.

59. S'agissant des problèmes posés par la comptabilité des projets exécutés par les ONG et les gouvernements, ils sont de deux ordres : premièrement, certains agents d'exécution n'appliquent pas les dispositions pertinentes en vigueur au FNUAP et, deuxièmement, les résultats de ceux qui les appliquent laissent à désirer. En ce qui concerne les projets exécutés par les gouvernements, le FNUAP entend appliquer le système proposé par le PNUD et approuvé par le Conseil d'administration à sa session de 1988, à savoir que les comptes des projets seront vérifiés une fois pendant la durée de chaque projet, et non annuellement. En ce qui concerne les ONG, un système de contrôle est actuellement mis en place pour veiller à ce que chaque organisation présente en temps voulu des états financiers complets, et les organisations qui ne se conforment pas à cette exigence verront leurs avances suspendues. Pour ce qui est d'une vérification indépendante de tous les comptes des projets exécutés par des ONG, le FNUAP tiendra des consultations avec les vérificateurs internes et externes des comptes pour définir des critères à cette fin.

60. Répondant à la question du représentant des Pays-Bas sur le paragraphe 44 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, M. Kanugi dit que le FNUAP est d'accord avec le Comité des commissaires aux comptes et a pris les mesures nécessaires.

61. En ce qui concerne la classification des dépenses, il convient de distinguer les dépenses de personnel des autres dépenses. Pour ce qui est des dépenses de personnel, le Conseil d'administration a approuvé en 1986 des directives définissant quelles dépenses de personnel devraient être imputées au budget des projets, et lesquelles devraient l'être au budget des services administratifs et des services d'appui aux programmes. Selon ces directives, les dépenses correspondant au personnel des services administratifs et des services d'appui sont

(M. Kanugi)

imputées au budget de ces services. Dans le budget de l'exercice 1988-1989, les ressources destinées aux programmes ne comprennent pas les dépenses de personnel qui sont désormais comptabilisées dans leur totalité au titre du budget des services administratifs et des services d'appui aux projets. En ce qui concerne les dépenses qui ne sont pas des dépenses de personnel, il s'agit essentiellement du coût des publications et des frais de voyage. Pour ce qui est des publications, le Conseil d'administration a décidé en juin 1988 que pour l'exercice en cours, on continuerait à imputer au budget des programmes le coût des publications visant à susciter une prise de conscience des questions démographiques. A sa session à venir, le Conseil abordera à nouveau la question et décidera quelles publications doivent être financées au titre du budget des services administratifs et des services d'appui aux programmes en 1989. Pour le budget de l'exercice 1990-1991, l'Administration du FNUAP imputera au budget de ces services les dépenses correspondantes aux publications essentielles. Enfin, s'agissant des frais de voyage, le Directeur exécutif adjoint du FNUAP dit que les définitions appropriées sont à l'étude, compte tenu des suggestions des commissaires aux comptes.

62. M. INOMATA (Japon) félicite l'Administration du FNUAP d'avoir pris sans tarder des mesures pour résoudre des problèmes de deux ordres, à savoir la délimitation des dépenses d'administration, des dépenses au titre du programme et des dépenses d'appui au programme et aux projets, d'une part, et, d'autre part, l'utilisation de rapports d'évaluation lors du paiement de services de consultants. Il s'agit là d'un excellent exemple de l'interaction, à laquelle la délégation japonaise tient particulièrement, entre le Comité des commissaires aux comptes, les secrétariats intéressés et les Etats Membres, interaction qui permet d'accorder l'attention voulue aux conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

63. M. DA CUNHA (Représentant régional adjoint du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au bureau régional de New York) dit que, comme les commissaires aux comptes le constatent dans leur rapport, les efforts de l'Administration pour améliorer la gestion opérationnelle et financière et le système de contrôle du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), notamment en ce qui concerne l'efficacité et le rendement des opérations et de la gestion, ont commencé à avoir des effets positifs. Grâce à des mesures de réorganisation et sur la base des conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes, des améliorations ont déjà été apportées dans les domaines des activités relatives aux projets, en particulier pour ce qui est de la livraison de denrées alimentaires, des engagements non réglés et des procédures d'adjudication ou d'appel d'offres. Certes, tout n'est pas encore parfait, mais le HCR ne doute pas que les observations et recommandations des commissaires l'aideront à mieux s'acquitter de son mandat.

64. M. UPTON (Royaume-Uni) demande quelles mesures ont été prises au sujet d'un solde non réglé d'environ 1,4 million de dollars relatif à la vente d'aide alimentaire. Il s'agissait d'un envoi de maïs qui avait été déclaré impropre à la consommation humaine et avait été vendu avec l'autorisation du donateur.

/...

65. M. DA CUNHA (Représentant régional adjoint du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au bureau régional de New York) attire l'attention sur le fait que, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 67 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, ce montant n'est pas correct, les commissaires ayant fondé leurs calculs sur un taux de change erroné. En réalité, le montant en cause équivaut à quelque 58 000 dollars. Cette rectification a été communiquée aux commissaires, qui l'ont acceptée. Par ailleurs, le contrat de la personne qui était sans doute responsable de la perte n'a pas été renouvelé.

66. M. AHTISAARI (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) souligne toute l'importance que le Secrétariat attache aux travaux du Comité des commissaires aux comptes, qui fournit une aide précieuse en proposant des moyens plus efficaces et plus rationnels de gérer les ressources confiées à l'Organisation. Toutefois, comme un certain nombre de délégations l'ont fait observer, les recommandations du Comité restent sans effet si elles ne sont pas appliquées par les différents secteurs du Secrétariat auxquels elles s'adressent. C'est pourquoi l'Administration a accordé la priorité à l'examen et à l'analyse des conclusions des commissaires ainsi qu'à l'application de leurs recommandations. Les réponses aux notes de gestion envoyées par le Comité des commissaires aux comptes font l'objet d'un examen centralisé, afin de faire en sorte que toute l'attention voulue soit accordée aux observations du Comité, qu'une interprétation uniforme soit donnée aux règles, règlements et politiques, et que des mesures correctives appropriées soient prises. Les membres de la Commission peuvent être assurés que les recommandations du Comité font l'objet de l'attention immédiate du Secrétariat, bien que certaines délégations aient estimé que le Secrétariat était prompt à promettre des mesures correctives, mais plutôt lent à les appliquer.

67. Certaines délégations ayant fait des observations au sujet du contrôle budgétaire, le Secrétariat a demandé au Comité des commissaires aux comptes de préciser le sens de l'alinéa b) du paragraphe 61 de son rapport, où les commissaires déclarent avoir constaté des cas d'engagements de dépenses sans autorisation préalable, contrairement à la règle 110.1 b) i) du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies". Le Comité des commissaires aux comptes a précisé qu'il entendait par là des cas de dépassement d'attributions de crédit. Pour le Comité, il ne s'agit pas de dépenses engagées en l'absence d'un avis d'attribution de crédit. Les commissaires aux comptes estiment que les dépassements d'attribution de crédit doivent être considérés comme des "engagements de dépenses sans autorisation préalable".

68. A cet égard, il est arrivé que les données mentionnées par les vérificateurs externes ne correspondent pas aux données qui figurent dans la comptabilité de l'Organisation. Par exemple, au paragraphe 72 de son rapport, le Comité cite des chiffres concernant le montant des engagements non réglés à la CEA qui étaient bien supérieurs aux montants dûment comptabilisés dans les comptes finals de l'exercice biennal 1986-1987. Des mesures immédiates de cinq ordres ont été prises dans le domaine du contrôle des attributions afin de donner suite aux recommandations du Comité.

(M. Ahtisaari)

69. Premièrement, l'instruction administrative concernant l'exercice des fonctions de certification et d'ordonnancement a été révisée en août 1988 afin de préciser une fois de plus les tâches et attributions des agents certificateurs et des agents ordonnateurs. Deuxièmement, afin de souligner leur responsabilité directe devant le contrôleur, la délégation des pouvoirs aux agents certificateurs et agents ordonnateurs a été rationalisée. Troisièmement, conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 114.1, tout fonctionnaire qui prend une mesure ou une décision contraire aux règles de gestion financière ou aux instructions administratives connexes peut être tenu personnellement et financièrement responsable des conséquences de cette mesure ou de cette décision. Ces dispositions ont été invoquées dans certains cas, et, dans d'autres cas, la délégation de pouvoirs a été supprimée. Quatrièmement, la communication des avis d'attribution a été rationalisée grâce à l'informatisation de l'élaboration des attributions ainsi qu'à la transmission par ordinateur et télécopieur aux bureaux hors Siège. Enfin, cinquièmement, dans le cadre du système intégré d'information de gestion, une réorganisation complète du système de comptabilité se poursuit afin de rendre pratiquement impossible la comptabilisation d'engagements et l'engagement de dépenses en cas d'insuffisance du solde de l'attribution de crédit.

70. S'agissant du montant élevé d'engagements non réglés constatés par le Comité dans certains comptes, M. Ahtisaari déclare que tout est fait pour que tous les engagements qui n'étaient plus nécessaires soient dûment liquidés avant la fin de l'exercice financier et que seuls les engagements non réglés réunissant les conditions énoncées à l'article 4.3 du règlement financier restent valables au-delà de la fin de l'exercice.

71. Plusieurs questions ont été posées au sujet de la qualité des contrôles internes concernant le versement des indemnités pour charges de famille. A cet égard, l'établissement de rapports annuels sur les revenus du conjoint, la situation des enfants déclarés comme étant à charge et la justification exigée en cas de personne non directement à charge a été révisé et fait l'objet de nouvelles instructions ou d'un contrôle de la part de l'Organisation. En outre, comme l'ont recommandé les commissaires aux comptes, des efforts sont déployés pour régler les dossiers en souffrance par le recours à du personnel temporaire supplémentaire. Ainsi, la distribution et le traitement des formules relatives aux années antérieures sont désormais à jour et le cycle 1988-1989 se déroule selon le calendrier prévu. Enfin, l'informatisation de ce système particulier se poursuit activement dans le cadre du nouveau système intégré d'information de gestion proposé pour le Département de l'administration et de la gestion.

72. Certaines délégations ont constaté que les commissaires aux comptes avaient relevé qu'un montant de 1,7 million de dollars avait été payé au titre de services d'acheminement du fret pendant un an après l'expiration du contrat. A ce propos, il est courant qu'un transitaire ait recours à plusieurs chargeurs à différents endroits du monde. Les commissaires aux comptes ont été informés au moment de la formulation de leurs observations que le montant de 1,7 million de dollars portait sur du fret qui se trouvait en transit au moment de l'expiration du contrat. Les expéditions ayant commencé alors que le contrat était toujours en vigueur, les

(M. Ahtisaari)

coûts afférents devaient normalement être payés. Le transitaire a facturé l'Organisation des Nations Unies après la fourniture de ces services. Les sommes effectivement versées au transitaire au titre de ces services étaient limitées par contrat et n'ont pas été dépassées.

73. En ce qui concerne la location d'un bâtiment situé sur Park Avenue pour l'entreposage d'archives de l'Organisation des Nations Unies, la question a fait l'objet d'études approfondies et un groupe de travail a été chargé d'évaluer toutes les options sur la base de l'offre de rachat. Le loyer du local de Park Avenue est de 7,5 dollars le pied carré (environ 80 dollars le mètre carré), contre 25 à 30 dollars pour une superficie équivalente dans le même quartier. De ce fait, étant donné qu'il reste sept ans à courir avant l'expiration du bail, ce montant peu élevé a été déterminant dans le refus de l'offre de rachat. Il convient de noter également que si l'offre paraissait séduisante au départ, il a été établi par la suite que l'évacuation des locaux et l'aménagement éventuel d'autres locaux dans le bâtiment du Secrétariat de l'ONU rendraient l'opération très coûteuse. En outre, le groupe de travail n'a déterminé que très peu d'endroits possibles à l'Organisation, dont tous auraient exigé des aménagements coûteux. On a conclu que l'offre n'était pas suffisante pour compenser les autres dépenses qui auraient dû être engagées si les archives avaient été déplacées.

74. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, la réorganisation et la restructuration de l'Administration postale des Nations Unies (APNU) se poursuivent à titre prioritaire. Il s'agit de scinder le bureau actuel de New York en deux bureaux distincts, un bureau central et un bureau de New York, doté chacun de fonctions et d'attributions bien précises. Le bureau central s'occupera de toutes les questions centrales de politique et de gestion ainsi que des problèmes de conception, de programmation et de production de l'APNU. Quant au bureau de New York, il fournira les services aux clients d'Amérique du Nord. On s'attend ainsi à ce que le bureau central puisse consacrer davantage de temps à l'élimination des lacunes soulignées par les commissaires aux comptes.

75. Pour ce qui est de la fonction de commercialisation de l'APNU, l'Administration convient qu'elle doit être renforcée. Chaque bureau continuera d'assurer la promotion des ventes par correspondance directe, par la publicité et par la participation à des manifestations philatéliques, qui sont les principaux outils de commercialisation pour ce marché. A Genève et à New York, un fonctionnaire est chargé de la promotion des ventes. Par ailleurs, la nécessité de mettre au point des plans de commercialisation et de procéder à des études de marché systématiques est reconnue. Il est vrai également que dans le passé, la comptabilisation des coûts des produits faisait défaut. A l'avenir, on introduira des plans de production afin d'éviter les excédents de dépenses, tels que ceux qu'a mentionné le Comité des commissaires aux comptes.

76. Les vues du Service des activités commerciales, des achats et des transports ayant été incorporées dans la réponse de l'APNU aux observations des Commissaires relatives au catalogue et autres produits, il n'était pas nécessaire que ce service, auquel ces fonctions sont désormais confiées, réponde séparément. Il convient également de noter que ce transfert a donné des résultats positifs et que les problèmes décelés par les Commissaires aux comptes ne se sont pas reproduits.

/...

(M. Ahtisaari)

77. Certaines délégations ont évoqué les conclusions du Comité des commissaires aux comptes relatives aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). En fait, l'Administration était préoccupée par la gravité des questions soulevées par le Comité au sujet de la CEA. Peu après la réception du rapport des commissaires, un examen a été effectué sur place par des fonctionnaires du Siège, qui ont recommandé un certain nombre de mesures correctives, lesquelles ont été acceptées par l'Administration et par le Secrétaire exécutif de la CEA. Ces mesures sont en cours d'application.

78. La réévaluation des MULPOC recommandée par le Comité des commissaires aux comptes a été examinée par le Secrétaire exécutif de la CEA, qui prend les mesures nécessaires pour donner suite à cette recommandation le plus rapidement possible. Le Secrétariat estime que, suite à cette évaluation, les MULPOC seront mieux équipés pour jouer le rôle central qui leur est dévolu dans la coopération et l'intégration économiques des sous-régions de l'Afrique.

79. Les mesures recommandées pour améliorer le contrôle budgétaire dans les MULPOC ont également été acceptées et sont en cours d'application. S'agissant de l'observation des commissaires qui ont constaté qu'il n'existait aucune trace d'une dépense de 150 000 dollars, cela est dû à des retards dans la communication des dépenses au siège de la CEA par les bureaux des MULPOCs intéressés. Ce montant a été intégralement justifié.

80. S'agissant des montants inscrits au budget ordinaire au titre des MULPOC pour l'exercice 1986-1987, les données pertinentes figurent au chapitre 13 (Commission économique pour l'Afrique) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal en question. S'agissant des postes dont disposent les MULPOC, ils figurent dans le premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987. Le coût total des postes des MULPOC financés au moyen du budget ordinaire, y compris ceux qui ont été transférés de la CEA, est de 3 008 800 dollars, dont 2 505 600 dollars pour les administrateurs et 103 200 dollars pour les agents des services généraux. En outre, des MULPOC bénéficient des services de cinq conseillers régionaux dont les postes sont inscrits au chapitre 24 du budget. En résumé, pour l'exercice biennal 1986-1987, le montant total de l'appui du budget ordinaire aux MULPOC a été de 4 393 384 dollars.

81. En ce qui concerne la question posée au sujet du Système panafricain d'information et de documentation (PADIS), le Secrétariat souscrit à la recommandation qui figure au paragraphe 180 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. A cet égard, l'équipe qui s'est rendue récemment à la CEA a terminé une évaluation préliminaire des activités du PADIS. L'équipe a recommandé notamment que ce service devienne une unité organique du secrétariat de la CEA. Elle a également formulé des recommandations au sujet de la délimitation des activités à financer au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et, d'autre part, des activités à financer par le PNUD et d'autres contributions volontaires. Les résultats définitifs de l'examen du PADIS devraient être pris en compte dans le projet de budget-programme pour

(M. Ahtisaari)

l'exercice biennal 1990-1991. Enfin, s'agissant du faible taux d'exécution des programmes du PADIS, le chiffre de 10 % calculé par les commissaires aux comptes était fondé sur une évaluation préliminaire des ressources dont disposerait le PADIS pendant l'exercice 1986-1987. Cette évaluation a par la suite été révisée à la hausse et, compte tenu des ressources effectivement programmées, le taux d'exécution des programmes serait beaucoup plus élevé, en l'occurrence 87 %.

82. M. GUPTA (Inde) demande pourquoi le fichier centralisé d'experts et de consultants prévus n'a pas encore été établi et s'étonne que dans 60 cas, les départements ou bureaux demandeurs n'avaient présenté qu'un seul candidat en 1987, empêchant ainsi le recrutement des consultants selon le principe de la concurrence.

83. M. AHTISAARI (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) reconnaît qu'il arrive qu'un nombre insuffisant de candidatures soit présenté. Certes, un nombre suffisant d'experts n'est pas toujours disponible, mais l'initiative des demandeurs est à cet égard très importante. Il faut en effet étudier plus d'une candidature. Le Département essaie de faire appliquer les règles pertinentes. S'agissant du fichier, de nouveaux efforts vont être consacrés à sa mise au point et à son expansion.

84. M. LADJOUZI (Algérie) aimerait savoir si l'Administration a l'intention de résoudre les problèmes de financement évoqués dans le cas des MULPOC et du PADIS, qui sont à l'origine de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à réévaluer les centres et le PADIS. Il se demande si l'on envisage de mettre leur existence en question.

85. M. AHTISAARI (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) souligne que cette réévaluation ne constitue en aucun cas une mise en question de l'existence des MULPOC et du PADIS, mais vise seulement à en améliorer l'efficacité dans les limites des ressources disponibles.

86. M. UPTON (Royaume-Uni) juge préoccupantes les conclusions des commissaires aux comptes au sujet du contrôle budgétaire des MULPOC et des états de paie à la CEA. Il souhaite également qu'à l'avenir, les problèmes de non-compatibilité de systèmes informatiques ne doivent plus être mentionnés. Enfin, il demande que les délégations aient la possibilité de poser des questions aux représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT).

87. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) s'étonne que le rapport du Comité des commissaires aux comptes ne contienne pas des réponses plus détaillées de l'Administration, qui éviteraient aux délégations de devoir les poser par la suite. A son avis, l'Administration devrait faire un effort dans ce sens.

88. M. AHTISAARI (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) évoque une réunion récente qui a eu lieu avec le Comité des commissaires aux comptes sur l'amélioration de la coordination avec l'Administration. En tout état de cause, c'est le Comité qui décide des réponses de l'Administration qu'il fait figurer dans son rapport.

89. M. LADJOUZI (Algérie) souhaite que le Comité des commissaires aux comptes précise le sens du paragraphe 91 de son rapport, dans lequel il recommande vivement que les résultats des centres soient évalués d'une manière approfondie en vue de déterminer si cette expérience doit être poursuivie ou si le mandat, le nombre et la structure des centres doivent être complètement revus.

La séance est levée à 18 h 30.